

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS261/1
G/L/555
26 juin 2002
(02-3543)

Original: espagnol

URUGUAY – TRAITEMENT FISCAL DE CERTAINS PRODUITS

Demande de consultations présentée par le Chili

La communication ci-après, datée du 18 juin 2002, adressée par la Mission permanente du Chili à la Mission permanente de la République orientale de l'Uruguay et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Conformément aux instructions qui m'ont été données par le gouvernement de mon pays, j'ai l'honneur de demander à la République orientale de l'Uruguay l'ouverture de consultations, au titre de l'article XXII du GATT de 1994 et de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, au sujet du traitement fiscal appliqué en Uruguay à certains produits.

L'impôt spécifique interne (IMESI) est appliqué à la première vente et à l'importation, par les non-contribuables, de certaines marchandises déterminées expressément, entre autres les boissons (boissons alcooliques, jus, eau minérale); le tabac et les cigarettes, les automobiles, les lubrifiants et les combustibles. Le régime de l'IMESI est décrit dans différentes dispositions, y compris le chapitre 11 du Texte codifié de 1996, le Décret n° 96/990 du 21 février 1990 du Ministère de l'économie et des finances et les Résolutions bimensuelles de la Direction générale des impôts (DGI). Ce régime a récemment été modifié pour les cigarettes par le Décret n° 200/002 du 3 juin 2002.

Cet impôt est appliqué sous différentes formes, la notion de *prix fictifs* étant utilisée dans la plupart des cas pour déterminer l'assiette de l'impôt. L'assiette est ainsi élevée par rapport au prix de vente réel, ce qui est encore plus net dans le cas des biens d'origine étrangère. Dans certains cas, non seulement l'Uruguay exerce une discrimination et manque à ses obligations internationales en matière de traitement national, mais il prohibe aussi, dans la pratique, des importations.

À titre d'exemple, nous présentons ci-après la situation concernant les boissons ainsi que les cigarettes et le tabac.

Boissons: La législation prévoit les taux différenciés par produit suivants:

Produit	Taux en pourcentage
Vins (y compris le champagne)	20,20
Liqueurs (gin, grappa, rhum, tequila, whisky, entre autres)	80,00
Bières	23,50
Boissons non alcooliques (y compris l'eau minérale)	10,50
Malts	13,00
Autres	21,50

Cependant, l'assiette de l'impôt sur ces produits varie considérablement en fonction de l'origine.

Les vins et liqueurs sont répartis en deux, trois ou quatre catégories selon le prix de vente réel. Pour chaque catégorie, l'autorité uruguayenne fixe un prix fictif sur la base duquel l'impôt à payer est calculé. Autrement dit, le taux de 20,20 ou 80 pour cent est appliqué sur la base d'un prix fictif fixé par l'autorité tous les deux mois pour chacune des catégories indépendamment du prix de vente réel (utilisé seulement pour classer le produit dans une des catégories et lui appliquer le prix fictif correspondant). En déterminant librement les catégories de produits et les prix fictifs correspondants, l'autorité uruguayenne exerce, dans la pratique, une discrimination contre les produits importés. En effet, les vins chiliens relèvent en général de la deuxième catégorie dont le prix fictif est presque le double de celui des vins de la première catégorie (dans laquelle sont classés la plupart des vins de production uruguayenne).

Dans le cas des autres boissons (bières, eaux minérales et jus), l'autorité fixe tous les deux mois un prix fictif sur la base duquel le taux correspondant est appliqué. Dans le cas des produits importés, l'assiette de l'impôt correspond au prix fictif multiplié par le facteur deux. C'est ce que l'on appelle en Uruguay "l'IMESI double". Autrement dit, non seulement l'assiette de l'impôt sur les produits nationaux est fixée arbitrairement par l'autorité, mais elle correspond aussi à la moitié de l'assiette retenue pour les produits importés.

Tabacs et cigarettes: Dans les deux cas, les produits, quelle que soit leur origine, sont assujettis au même taux, qui est de 30 pour cent pour les premiers et de 68,5 pour cent pour les seconds. Cependant, comme dans le cas des boissons et d'autres produits, des prix fictifs servent à déterminer l'assiette de l'impôt. Dans le cas des tabacs, le Décret réglementaire n° 96/990 dispose que le prix fictif est fixé sur la base du prix de vente multiplié par un certain facteur (qui varie selon qu'il s'agit de tabacs ou de tabacs de zone frontalière et de vente aux distributeurs ou au détail) mais les Résolutions bimensuelles fixent ces prix fictifs arbitrairement en fonction de la marque (et, en fin de compte, de l'origine), ce qui entraîne des différences pouvant atteindre 100 pour cent. S'agissant des cigarettes, le prix fictif est fixé sur la base du prix de vente multiplié par un facteur qui varie en fonction de l'origine du produit. Dans le cas des cigarettes nationales, le facteur est de 4,61 ou 4,39 pour cent selon qu'il s'agit de vente en gros ou au détail. Dans le cas des cigarettes provenant des pays limitrophes, le prix fictif correspond au prix fictif de la cigarette nationale de catégorie supérieure multiplié par le facteur 1,3 et dans le cas des cigarettes importées d'autres pays, comme le Chili, le facteur est de deux. Cela signifie que l'assiette de l'IMESI est, dans le cas des cigarettes provenant des pays limitrophes, supérieure d'un tiers à l'assiette de l'IMESI appliquée aux cigarettes uruguayennes les plus chères et qu'elle représente, pour les cigarettes importées d'autres pays, le double de celle appliquée dans le cas du produit uruguayen. Il s'ensuit que les impôts versés sur les produits étrangers sont de loin supérieurs à ceux qui doivent l'être sur les produits nationaux et qu'ils empêchent souvent, sur le plan économique, la commercialisation de produits importés sur le marché uruguayen.

Le Décret n° 200/002 qui établit une assiette minimale de l'impôt sur toutes les cigarettes a été promulgué le 3 juin 2002. À cette assiette minimale s'ajoute la différence avec le prix fictif calculé conformément au mécanisme décrit plus haut. Ainsi, le montant imposable ne change pas, la discrimination entre les produits nationaux et les produits importés (différenciés selon qu'il s'agit de produits frontaliers ou autres) étant ainsi maintenue, mais les produits nationaux dont le prix de vente est inférieur à l'assiette minimale sont pénalisés. Cela montre comment l'autorité fixe arbitrairement les conditions d'accès et de commercialisation de ces produits.

S'agissant des autres produits soumis à l'IMESI, une discrimination est exercée à des degrés divers entre les produits nationaux et les produits étrangers.

Compte tenu de ce qui précède, le Chili estime que l'impôt spécifique interne (IMESI), établi en vertu du chapitre 11 du Texte codifié de 1996, régi par le Décret n° 96/990 du 21 février 1990 du Ministère de l'économie et des finances et modifié par le Décret n° 200/002, ainsi que sa mise en œuvre bimensuelle au moyen des Résolutions de la DGI sont contraires aux articles I^{er} et III du GATT de 1994. En effet, ces dispositions établissent, pour déterminer l'assiette de l'impôt, un régime fiscal sur la base de prix fictifs qui exerce une discrimination entre les produits nationaux et les produits importés et, dans certains cas, entre les produits importés en fonction de leur origine. Dans le cas de certains produits, cette discrimination se traduit, dans la pratique, par une prohibition à l'importation.

Il convient de rappeler que ce régime avait déjà été contesté en 1998, lors de l'examen de la politique commerciale de l'Uruguay à l'OMC. La représentation de l'Uruguay avait signalé à cette occasion que des règles permettant d'assurer une égalité de traitement pour tous les produits, quelle que soit leur origine, étaient en cours d'élaboration.

Le Chili se réserve le droit de soulever d'autres questions de fait ou de droit au cours des consultations.

J'attends votre réponse à la présente demande de consultations afin qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour la tenue des consultations.
